

# Le casse-tête grec s'invite à nouveau à la réunion de l'Eurogroupe

[E lesechos.fr/monde/europe/0211560851653-le-casse-tete-grec-sinvite-a-nouveau-a-la-reunion-de-leurogroupe-2047868.php](http://lesechos.fr/monde/europe/0211560851653-le-casse-tete-grec-sinvite-a-nouveau-a-la-reunion-de-leurogroupe-2047868.php)

Catherine Chatignoux

05/12/2016

Le casse-tête grec s'invite nouveau réunion l'Eurogroupe

Le casse-tête grec s'invite à nouveau à la réunion de l'Eurogroupe

## Les ministres des Finances de la zone euro se réunissent à Bruxelles pour une réunion chargée.

### Au lendemain du référendum italien, un accord sur la Grèce aurait été bienvenu, mais semble peu probable.

La réunion de l'Eurogroupe ce lundi à Bruxelles se devait d'être conclusive. A quelques mois d'échéances électorales majeures dans des pays importants de l'Union européenne (Pays-Bas, France, Allemagne), et au lendemain d'un référendum italien observé avec la plus grande appréhension pour la zone euro, les responsables européens auraient tant aimé que le dossier grec ne fasse pas de vague. Une fois de plus, pourtant, le calendrier a toutes les chances d'être bousculé, Athènes et ses créanciers n'étant pas parvenus à s'entendre au sujet de la « conclusion de la deuxième revue », jalon du programme fixé à la Grèce à l'été 2015, dans le cadre de son plan de sauvetage financier, et devant normalement intervenir avant la fin 2016.

Comme toujours, les responsables européens ont fait usage d'une palette sémantique tout en nuance, se disant « raisonnablement optimistes », louant la nature « positive et constructive » du dialogue, vantant les « efforts » effectués des deux côtés, pour finalement concéder, en toute fin de semaine, que la probabilité d'un accord était faible.

La controverse est connue : « Athènes doit enfin faire les réformes nécessaires. Si la Grèce veut rester dans la zone euro, elle n'a pas le choix - quel que soit le niveau de sa dette », a redit le ministre des Finances allemand, Wolfgang Schäuble, dans une interview dimanche au « Bild am Sonntag ». Mais la cohérence de principe des créanciers qu'il exprime s'oppose au réalisme du FMI. Celui-ci juge impossible, et même dangereux, d'exiger de la Grèce qu'elle vise un excédent budgétaire primaire (donc hors coût de la dette) de 3,5 % à partir de 2018. Il conditionne donc sa participation à la suite des opérations à de substantiels allègements de la dette grecque. Ce qui est tout simplement inenvisageable pour Berlin... qui a pourtant besoin de la présence du FMI pour crédibiliser le plan de sauvetage.

Pour sortir de cette situation de blocage, un seul chemin, étroit, se dessine : des mesures d'allègement de la dette dites de court terme seraient proposées rapidement - sans impact substantiel sur le fardeau grec. Ce n'est que plus tard, éventuellement après les élections allemandes, qu'un allègement plus important pourrait être entériné, confie un diplomate.

### Fermeté des créanciers

Mais ce scénario retarderait la possibilité pour la Grèce d'être éligible au programme d'assouplissement quantitatif (QE) de la Banque centrale européenne. Lequel QE soutiendrait les banques par le biais de rachats d'obligations, ce qui doperait leur capacité de financement, et permettrait surtout de rétablir la confiance des investisseurs dans le pays.

A Athènes, la fermeté des créanciers passe mal. Le gouvernement grec plaide pour un objectif d'excédent primaire autour de 2 %. « L'objectif de 3,5 % exigerait de nouvelles mesures d'austérité en Grèce et la pauvreté s'accroîtrait encore. Or on voit bien qu'en Europe, actuellement, les politiques d'austérité sont remises en

cause », estime Dimitrios Liakos, ministre auprès du Premier ministre Aléxis Tsípras. « A 2 % d'excédent budgétaire, on aurait de la marge pour baisser les impôts et investir à nouveau dans notre pays », ajoute-t-il.

Même blocage sur la réforme du travail, à propos du relèvement du plafond des licenciements collectifs de 5 % à 10 % du personnel d'une entreprise. Les Européens souhaitent aussi faciliter le licenciement de syndicalistes, et abolir l'obligation faite au ministère du Travail d'approuver les licenciements collectifs. Ils résistent enfin à la demande du gouvernement grec de restaurer le principe des négociations collectives, supprimé durant la crise. Les Grecs font valoir que c'est un droit social auquel tous les pays européens ont accès, et ne veulent pas faire exception.

## Catherine Chatignoux, Les Echos

(à Athènes)

[@GGresillon](#)

Sur le même sujet

- [17 OCT Grèce : l'économie reste engluée dans l'austérité, et la question de la dette toujours reportée](#)
- [10 OCT Nouveau bras de fer entre le FMI et les Européens sur la dette de la Grèce](#)

---

---